



PROJET DE COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU VENDREDI 7 DECEMBRE 2007 à IS SUR TILLE SALLE DE L'ORANGERIE

Membres présents :

BAUDRILLART Régis, directeur du CEA de Valduc (Commissariat à l'Energie Atomique).
BONNUIT Bernard, maire d'Aignay le Duc.
CAFFIN Jean Pierre, chargé de mission environnement au CEA de Valduc.
CAIGNOL Alain, professeur de Mathématiques à l'Université de Bourgogne, retraité, président de la Commission Economie de la SEIVA.
CARTIER Michel, maître de conférence en Physiologie à l'Université de Bourgogne.
CONSTANT Henri, médecin retraité, président de la Commission Environnement de la SEIVA.
DUPAQUIER Alain, adjoint au Maire de Moly.
FINOT Eric, professeur de physique à l'Université de Bourgogne, président de la SEIVA.
JULIEN Henri, conseiller Général du canton d'Aignay le Duc, Maire de Minot.
LAVOREL Bruno, directeur de recherche CNRS à l'Université de Bourgogne.
MAILLOT Michel, conseiller général du canton d'Is sur Tille, Maire d'Is sur Tille.
NIEPCE Jean Claude, maître de conférence émérite à l'Université de Bourgogne, président du conseil scientifique de la SEIVA.
NIQUET Gérard, maître de conférence à l'Université de Bourgogne, retraité.
PRIEM Yves capitaine service opération, représentant le Colonel Jean CHAUVIN (SDIS 21 : service d'incendie et de secours de Côte d'Or).
REBIFFE Jean, représentant la SFEN (Société Française d'Energie Nucléaire Bourgogne : Jacques BOUCHARD).
SCIORA Elisabeth, maître de conférence en chimie à l'Université de Bourgogne.

Etaient également présents :

SAUT Catherine, chargée de mission à la SEIVA
DUPAQUIER Josie, secrétaire à la SEIVA
Stagiaires AES (administration Economique et Sociale)
BALITSKI Dimitri
KADARING Mehesa
THEVENET Audrey
YANN Annie
ZHAIRI Souad
ZHANG Tongxin

24 personnes sont présentes.

Etaiet excusés

ALIBERT Paul, maître de conférence en biologie à l'U Bourgogne
BACHER Pierre, représentant la SFEN (Société Française d'Energie Nucléaire Bourgogne)
(président : Jacques BOUCHARD)
BERGEON Christelle, Université de Franche-Comté, représentant Michel FROMM
BRACHAIS Claire Hélène, maître de conférences en chimie à l'U Bourgogne
BUONCRISTIANI Jean François, maître de conférence en biologie à l'U de Bourgogne
COLSON Bénigne, maire de Frénois
DELORME Pierre, représentant de l'UFC QUE CHOISIR (président : Pierre GUILLE)
DEPIERRE Bernard, député de Côte d'Or, conseiller général
FROMM Michel, professeur à l'Université de Franche Comté
GARNIER Pierre, maire de Poiseul la Grange
GIRARD-FROSSARD Isabelle, directrice de la DDASS
GUYETANT Robert, professeur émérite de l'U de Bourgogne
HOUPERT Alain, maire de Salives
LEMERY Bernadette, directrice de l'ORS (observatoire régional de la santé de Bourgogne)
LEVRAULT Anne Marie, DIREN
LIMOUSIN Sébastien, représentant l'ASN division de Dijon
LINARD Jean Luc, directeur régional délégué de la DDAF (direction départementale de l'agriculture et de la forêt)
LOUIS Catherine, conseillère générale du canton de Saint Seine l'Abbaye
MARKEY Laurent, ingénieur CNRS à l'U de Bourgogne
MAVON Christophe, représentant Michel FROMM, Université de Franche-Comté
PATRIAT François, président du Conseil Régional
ROCHE Martine, SIRACEDPC, (préfecture)
SAUVADET François, député de Côte d'Or, 1^{ier} vice président du Conseil Général, maire de Vitteaux
TUPIN Marc, maire d'Echalot

Eric FINOT, président de la SEIVA ouvre la séance et remercie les personnes présentes.
Cette assemblée générale (AG) est le bilan d'une année puisque la précédente a eu lieu le 19 décembre 2006 à la mairie de Minot.
Il remercie tout particulièrement Monsieur Maillot de nous accueillir dans sa commune. Ce n'est pas la première AG qu'accueille Is sur Tille, nous dit ce dernier, la précédente avait eu lieu en mai 1996 avec Monsieur Alain GOUROD, ancien directeur de Valduc ; c'était le début de la SEIVA.
Eric FINOT évoque le départ tragique de Monsieur MYON. C'est Madame Catherine LOUIS qui a été élue nouvelle conseillère générale de Saint Seine l'Abbaye (absente excusée).

1 - APPROBATION DU COMPTE RENDU DE L'AG PRECEDENTE.

Alain CAIGNOL rappelle qu'il avait souhaité des modifications au compte rendu de l'Assemblée Générale du 19/12/2006 et que celles ci n'ont pas été prises en compte et n'ont jamais été soumises à ratifications de l'Assemblée Générale.

En effet, il exprimait ses inquiétudes sur l'état de la Combe au tilleul, Alain CAIGNOL avait demandé que soit analysée l'eau à la sortie de la station d'épuration pour les mêmes éléments que ceux détaillés dans le rapport du HCEA de 1998 ainsi que la terre en aval de la Combe. Mais Robert ISNARD avait répondu alors qu'il n'était pas possible de pénétrer dans la propriété privé du CEA.

Eric FINOT informe l'assemblée que la coutume est de laisser le directeur de Valduc s'exprimer le premier pour parler des évènements de l'année.

2 - PRESENTATION CEA

Régis BAUDRILLART, nommé directeur de centre le 1^{ier} avril 2007 et dont c'est la première AG SEIVA présente son exposé en 4 points :

- Projets et vie du centre
- Relations scientifiques
- Suivi environnemental
- Bilan des évènements significatifs

Projets du centre

Point sur les rénovations et projets d'installations neuves

Stratégie

Optimisation du plan de rénovation et de construction d'installations sur 10 ans pour :

- Adapter l'outil industriel
- Prendre en compte les normes de sûreté et de sécurité actuelles

1. Installations de fabrication actuelles

- Diminution des quantités de matières nucléaires détenues
- Mise en oeuvre de programmes de rénovation

2. Construction de nouvelles installations

- entreposage des matières
- recyclage des matières nucléaires
- entreposage des déchets solides

Nouvelle installation de Recyclage Plutonium

• **Activités**

- Recyclage du Plutonium
- Analyses, Caractérisation matières nucléaires & Déchets
- Traitement d'effluents

• **Répond aux normes de sécurité et de sûreté actuelles**

- Protection contre l'incendie
- Tenue au séisme majoré de sécurité (SMS)
- Exposition du personnel ALARA
- Protection physique des matières nucléaires

• **Dimensionnement bâtiment nucléaire**

- 3000 m² de labos « chauds », 200 boîtes à gants,...
- Procédés gravitaires (2 niveaux) + 1 étage technique
- Effectif : 100 personnes

Eric FINOT intervient : est-ce un des plus gros chantiers qu'il y ait eu sur le centre ?

Oui, tout à fait répond Régis BAUDRILLART, plus important que le magasin « Matières ».

Planning - Coût

• **Principaux jalons**

- **Etudes de définition** : novembre 2006 à fin 2008
- **Préparation chantier** : octobre 2007 à début 2010
- **Consultations** lots de travaux réalisation : 2009 à mi 2010
- **Réalisation bâtiment et procédés** : 2011- 2012
(2015 : 2ème tranche)

- **Essais** : 2013
- **Mise en service**
 - fin 2013 : Bâtiment et première tranche de procédés
 - mi 2016 : 2ème tranche de procédés

• **Coût (HT CE 2007 +/- x%) : de l'ordre de 100 M€**

- Externalisation du chantier
- Bâtiment
- Procédés

Régis BAUDRILLART précise que c'est un chantier unique en France, le personnel des d'entreprises sous traitantes sera deux fois plus nombreux sur ce chantier que pour le magasin matières. (création d'un chantier dit « externalisé »)

Alain CAIGNOL intervient, il regrette que tous ces projets ne soient pas soumis à enquête publique. Il souhaiterait qu'une étude sur l'impact environnemental soit réalisée et nous soit présentée avant le début des travaux.

Nouvelle installation d'entreposage de déchets alpha

- **Mise en service d'une nouvelle installation à l'horizon 2011**

- **Activités :**
 - Centralisation déchets alpha du centre de Valduc, Caractérisation
 - Entreposage déchets, effluents et Boîtes à gants en attente de démantèlement
 - Constitution colis déchets et expédition vers Cadarache et ANDRA

- **Répond aux normes de sûreté actuelles**
 - Protection contre l'incendie
 - Tenue au séisme majoré de sécurité (SMS)

Exposition du personnel ALARA

Configuration 223

Régis BAUDRILLART commente la configuration 223 à partir de la planche représentant le bâtiment :

- Sas camion
 - Arrivées - départs
 - Entreposage
 - BAG
 - Entreposage
 - caissons ANDRA
 - Zone
 - mesure
 - Entreposage fûts
-
- **Principaux jalons :**
 - **Etudes de définition** : mi 2006 à fin 2007
 - **Terrassement** : fin 2008
 - **Consultations** lots de travaux réalisation - **Marchés** : 2008
 - **Réalisation bâtiment & essais** : 2009 - 2010
 - **Mise en service actif** : 2011

 - **Coût (HT CE 2007 +/- 5%) : ~ 16 M€ dont 2.2 M€ d'ingénierie**

Vie du Centre 50ème anniversaire

De 1957 ... à 2007 ...

Journée VIP le vendredi 28 septembre : 200 visiteurs ont assisté à cet évènement selon le programme :

- Mot d'accueil du directeur de centre puis les allocutions par :
 - le Directeur des Applications Militaires
 - le Haut Commissaire à l'énergie atomique
 - l'Administrateur Général du CEA
- Une conférence prononcée par Guillaume Schlumberger, Directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur «La pertinence de la dissuasion nucléaire au XXIème siècle»
- Spectacle « musique & lumières »

Journées des familles les 29 & 30 septembre avec:

- Le samedi : 1185 visiteurs
- Le dimanche : 900 visiteurs

Action pédagogique « 50ème anniversaire »

Une exposition intitulée « $E = mc^2$, de l'énergie à la vie » inaugurée le 18 décembre 2007 est mise en place jusqu'au 24 février 2008 au jardin des sciences - Dijon.

Le 21 décembre : Une journée pédagogique pour les élèves des écoles primaires de Lamargelle et de Salives a été organisée avec également une séance de planétarium et une visite de la galerie des animaux du jardin des sciences.

Jean-Claude NIEPCE ajoute que tous les jeudis après midi, lui-même et d'autres bénévoles sont présents pour répondre aux questions des visiteurs.

Un stand « Valduc » est également présenté.

Relations scientifiques / Congrès Plutonium futures 07 au 11/07/2008

- 5ème édition de ce Congrès international
- Pour la première fois en Europe
- Co - organisé par :
 - CEA
 - ITU Institute for TransUranium Elements (organisme européen)
 - AWE Atomic Weapon Establishment
- Etudes scientifiques sur le plutonium et les Actinides
- Lié aux programmes énergétiques du futur
- Lieu : Palais des Congrès de Dijon
- Plus de 300 participants attendus

Suivi environnemental autour de Valduc

Certification ISO 14001

Evolution des rejets tritium

Analyses environnementales spécifiques

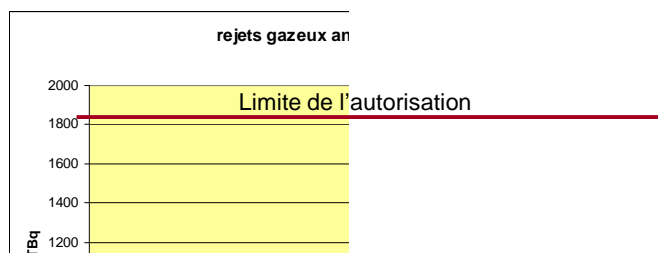
Audit de suivi ISO 14001 version 2004 du centre de Valduc

- Effectué par BUREAU VERITAS CERTIFICATION - 3 au 5 juillet 2007.
 - Pas de non conformité ni de point faible mis en évidence.
- Synthèse de l'audit :
 - « Les pratiques opérationnelles existantes, fortement codifiées compte tenu de l'activité nucléaire, sont intégrées à la culture de l'entreprise. La pérennité de cette culture est assurée.

 - Système de management bien adapté à l'organisation et au mode de fonctionnement de l'établissement ainsi qu'aux activités exercées sur le site et aux risques encourus. »
- Prochain audit : juillet 2008
 - Audit de renouvellement (réévaluation du respect de toutes les exigences du référentiel environnemental ISO 14001) comme en 2002 et 2005.

Rejets gazeux annuels de tritium (à fin oct. 2007)

Rejets gazeux annuels de tritium (à fin oct. 2007)



Cumul
à fin octobre

Direction de Valduc

Au sujet des rejets gazeux de tritium :

Aujourd'hui on est à la limite de ce que l'on sait faire en termes de confinement, ce qui n'empêche pas les études pour une amélioration.

Analyses environnementales spécifiques

Régis BAUDRILLART nous informe que le CEA a reçu des demandes de prélèvements de la part du président de la SEIVA et du président de la commission économie. Cette demande a été adressée à l'ASN qui l'a transmise au DSND qui nous a ainsi demandé d'effectuer ces prélèvements.

Zones en cours d'examen

Réponse à la demande de la SEIVA par le DSND par courrier « surveillance de l'environnement du centre de Valduc » n° DSND/2007-700 du 20 septembre 2007.

Combe au tilleul et pelouse du château

Actions entreprises par Valduc

A* Cartographie en débit de dose (APVL)

B* Prélèvements de sédiments et terres (surface et profondeur)

C * Eaux de surface et piézomètres (dans les plans de prélèvements).

D * Cartographie débit de dose au Château et prélèvement aux abords (pelouse)

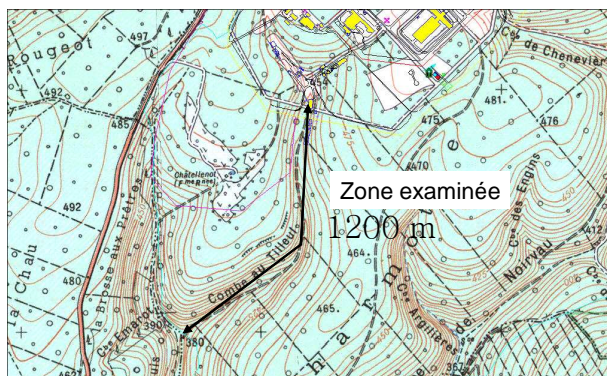
Régis BAUDRILLART nous informe que réponse sera donnée à l'ASN au cours du 1^{ier} trimestre, qui transmettra à la SEIVA.

Combe au tilleul

A Cartographie en débit de dose



Combe au tilleul

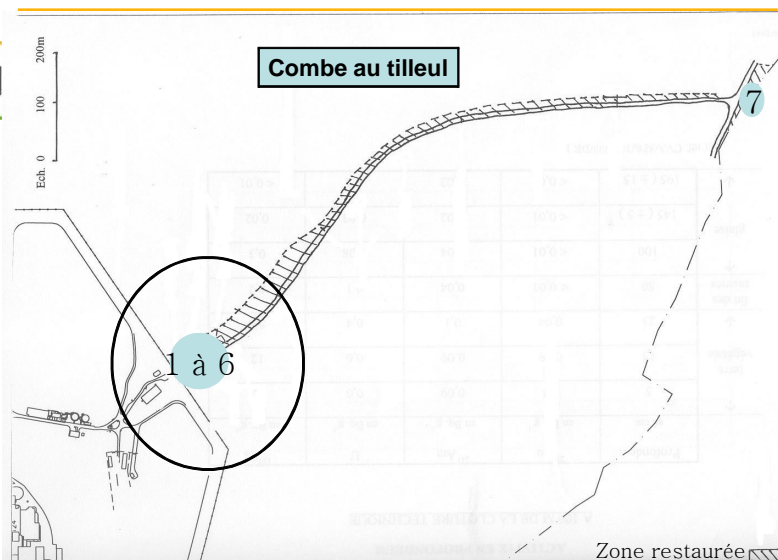


Direction de Valduc

Prélèvements de sédiments et terres à réaliser (surface et profondeur)

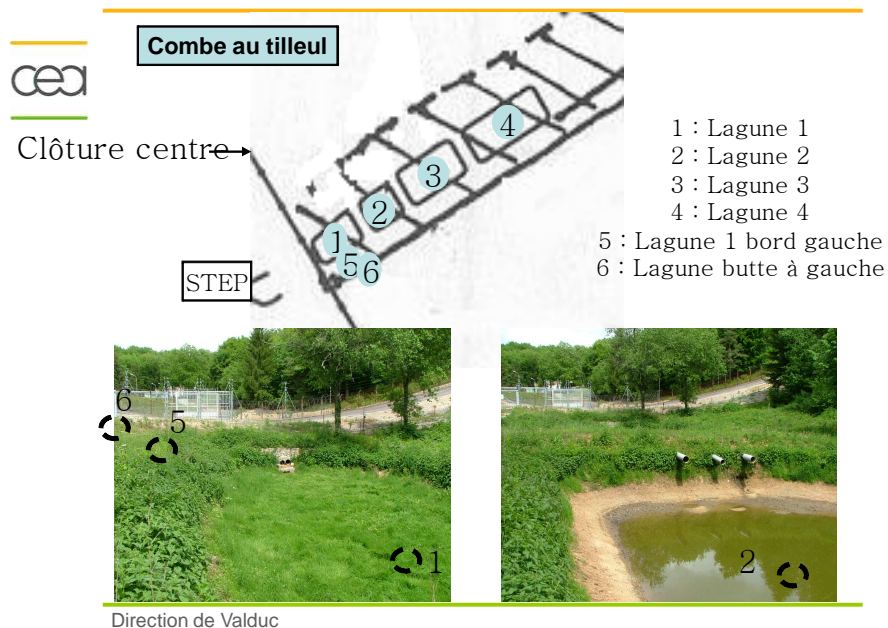
Combe au tilleul

B Prélèvements de sédiments et terres à réaliser (surface et profondeur)



Direction de Valduc

B Prélèvements de sédiments et terres à réaliser (surface et profondeur)



Bilan des évènements significatifs

L'échelle INES

Alain CAIGNOL prend la parole : puisque la dernière loi votée s'intitule «transparence et sécurité nucléaire» j'aurais souhaité que la SEIVA puisse effectuer des prélèvements d'eau et de terre à l'intérieur du centre. Je sais que vous n'y êtes pour rien, mais l'autorisation n'a malheureusement pas été donnée. Pourtant on aurait pu faire des analyses séparées et comparer ensuite. La fiabilité et l'objectivité n'est pas maximum.

Alain CAIGNOL évoque le rapport PELLAT. Je souhaiterais, ajoute t-il, que les analyses soient faites pour tous les métaux et autres éléments donnés pour l'année 1997 (tableau II : rejets liquides).


Régis BAUDRILLART donne la parole à Jean-Pierre CAFFIN qui confirme un plan de surveillance de l'exutoire liquide incluant les métaux.

Eric FINOT demande si on ne pourrait pas étudier cette question lors d'une commission environnement.

Réponse positive d'Henri CONSTANT, président de la commission environnement.

Evènements significatifs 2007

Evènements significatifs 2007



Date	Bât.	INES	Ce qui s'est passé
10/01/07	118	0	Défaillance d'une barrière de confinement détectée dans la cellule 4 de l'Installation Individuelle 118/168 suite à une opération de maintenance.
08/02/07	010	0	A la suite d'un programme de test sur l'efficacité des filtres THE, l'opérateur a fortuitement coupé le circuit extraction BAG, normal et secours, ce qui a provoqué une coupure automatique de la ventilation générale des locaux du bâtiment.
27/03/07	124	<i>Hors Echelle</i>	A l'étage technique de l'installation, épandage au sol de quelques litres d'acide nitrique non radioactif, suite à un dysfonctionnement de la pompe d'alimentation lors de l'opération automatique de remplissage des bacs de rétention depuis un réservoir de stockage situé à l'extérieur du bâtiment. <i>Evènement non nucléaire.</i>
15/05/07	124	0	A l'occasion d'une visite de sécurité du bâtiment 111, où sont entreposés des fûts de déchets liquides radioactifs, il a été détecté la présence au sol et sur une étagère d'un liquide. Provenant d'une opération d'analyses physico chimiques de l'uranium, ce mélange était conditionné dans une bonbonne polyéthylène sous vinyle soudé placée dans un fût de 100L.
06/06/07	118	0	Lors de la constitution d'un fût de déchets, la 2 ^{ème} enveloppe vinyle s'est dessoudée sous le poids du colis et a provoqué une rupture de confinement de 2 enveloppes.
18/06/07	137	0	Au cours de travaux, anomalie détectée dans le régime de ventilation d'une boîte à gants.
11/07/07	137	0	Dans le cadre d'un chantier de démantèlement de boîtes à gants, une montée de contamination tritium dans le sas d'intervention liée à un dégazage de pièces en cours de découpe a entraîné la contamination de 2 agents qui étaient équipés de tenue adaptée (combinaison et masque).
03/09/07	010	0	Lors du test mensuel de mise en pression du circuit primaire du réacteur expérimental « Silène », l'opérateur a mis en évidence une fuite de solution de nitrate d'uranyle au niveau d'une vanne située en partie haute de la cuve. Les quelques gouttes de solution décelées au sol n'ont entraîné aucune contamination du personnel intervenant. Le local a immédiatement été balisé et les opérations d'assainissement aussitôt engagées.
24/10/07	140	0	Défaillance du report à la télésurveillance du niveau de colmatage des filtres DNF du réseau de ventilation ambiance (zone A), détectée lors de la campagne annuelle de contrôle des réglages de ventilation de l'installation.

Direction de Valduc

Eric FINOT demande s'il y a des questions.

Henri JULIEN : le nouveau chantier demande un certain nombre de personnes en plus travaillant sur le centre, mais qu'en est-t-il des personnes qui travaillent déjà sur le centre ?

Régis BAUDRILLART répond que des personnes vont être affectées au démantèlement et d'autres à la nouvelle construction, ce qui occasionnera sans doute un pic d'activité mais globalement les 970 à 980 personnes du CEA représentent une stabilité forte dans les 10 / 15 ans qui viennent.

3 - COMMISSIONS SEIVA

3.1. Commission Economie :

La parole est redonnée à Alain CAIGNOL en tant que président de la commission économie.

Il fait un résumé des commissions économie précédentes.

1. Assurances du CEA
2. Pôle nucléaire Bourgogne

Valduc est-il bien assuré ?

La dernière commission Economie apporte des réponses concrètes sur l'indemnisation des victimes en cas de pollution ou d'accident.

Et si, un jour... Valduc provoquait un événement entraînant des conséquences pour son voisinage : un rejet accidentel de polluants radioactifs ou chimiques, par exemple. Même si le scénario est hautement improbable, l'adage des spécialistes en la matière est le suivant : « le risque zéro n'existe pas ». Cela permet de rester vigilant, de se préparer, d'anticiper. Les assurances, au même titre que les moyens matériels et humains de secours, participent à l'ensemble des mesures prévues en cas d'accident. Ainsi, comme tout particulier assure sa personne, son patrimoine et les dommages causés aux tiers (santé, habitation, automobile), l'industrie du nucléaire s'assure.

Bref historique des assurances nucléaires au CEA

De la création des premières installations nucléaires du CEA jusqu'en 1992, le CEA s'assure lui-même dans un premier temps, puis adopte un recours à l'Etat en cas de dommages devant l'énormité des sommes potentielles. En 1992, l'Etat ne peut plus assumer cette tâche et le CEA, tout comme d'autres établissements publics, s'assure auprès de compagnies privées par le biais d'appels d'offre réguliers. L'assurance de Valduc est comprise dans l'assurance globale du CEA. Les polices d'assurances sont « classiques », et comportent en sus un volet « nucléaire ».

Quel assureur pour de telles sommes ?

Devant l'ampleur du risque et le peu d'acteurs du monde nucléaire, les assurances s'organisent au niveau national et international pour garantir les indemnités. Quelle que soit la compagnie à laquelle le CEA souscrit, celle-ci fait partie du pool français d'assurance atomique ASSURATOME (81 compagnies d'assurances), qui lui-même s'assure auprès du pool « régional » (Asie, Europe, Amérique...) et mondial.

Des fonds d'urgence pour les victimes

Le risque nucléaire est régi par deux conventions internationales : les conventions de Paris et Bruxelles. Ces conventions visent à garantir une somme disponible en cas de dommage pour les victimes d'accidents nucléaires, même si l'accident a eu lieu dans un autre pays : 381 millions d'euros sont immédiatement déblocables en cas d'urgence. Somme qui passera très prochainement à 1,5 milliard. Qui paye ? L'assureur de l'industriel, d'abord, puis l'état sur le territoire duquel s'est produit l'accident, et enfin les états adhérents à la convention de Bruxelles. Connaissant l'ampleur potentielle d'un accident nucléaire, on peut avancer que ces sommes ne sont pas suffisantes. Il s'agit en fait de « fonds d'urgence », payables immédiatement. Ils ne sont d'ailleurs disponibles que dans les 10 ans suivant l'accident. Les dépenses supplémentaires seraient ainsi à la charge de l'Etat.

Alain CAIGNOL regrette que lors de la dernière commission économie la visite prévue à Valduc n'ait pas été plus complète.

Jean-Claude NIEPCE prend la parole pour préciser : on a vu un aspect qui concernait l'usinage. On aurait peut être pu expliquer comment on passe du savoir faire pour les métaux non radioactifs à l'uranium par exemple, le sujet étant les applications du PNB...

1.2. Commission Environnement :

Henri CONSTANT, président de la commission environnement, résume la réunion de mai dernier.

Nouvelles technologies de l'énergie

Thème de la commission Environnement : découvrir ce vaste sujet au travers des programmes de recherches spécifiques du CEA de Valduc.

Piles à combustible, agro - carburants, solaire... Autant de technologies à développer sur lesquelles se penchent les chercheurs, entre autres ceux du CEA. A Valduc, c'est la pile à combustible qui mobilise les énergies : spécialisé dans le stockage du tritium - hydrogène radioactif -, reconnu internationalement, le centre développe ses projets au sein du Service Hydrogène - Deutérium - Tritium.

Piles à combustible, bientôt sur le marché.

Intéressant une large gamme de produits, on citera parmi les projets d'études éventuels, les systèmes de stockage d'hydrogène sous « haute pression ». Dénommés « piles à combustibles », ils ont pour avantages d'être compacts, puissants, durables. Les rares modèles déjà utilisables sont onéreux, mais une application est d'ores et déjà en vente : les moteurs annexes de bateaux.

Applications à court terme, 5 ans : téléphonie mobile, ordinateurs...

Applications à 25 ans : automobiles, scooters...

Les recherches à Valduc ont pour principal objectif de développer et qualifier des réservoirs légers capables de contenir de l'hydrogène sous pression et dont le coût de fabrication est le plus faible possible. L'application visée est essentiellement destinée aux véhicules : différents projets se sont succédé, d'abord à vocation automobile puis agricole. Les derniers projets se préoccupent de disposer d'un matériel sûr, léger et compact, de la tenue des réservoirs à la chaleur, la pression et le choc (dans le cadre d'un percement accidentel, par exemple). L'application actuellement étudiée est un scooter utilisant une pile à combustible. La plupart des projets sont menés en partenariat avec les constructeurs.

Une source autonome d'énergie :

Les applications de la pile à combustible sont prometteuses : plus besoin d'être relié au réseau électrique pour disposer d'énergie durable et puissante ! Des usines de dessalement d'eau de mer sont ainsi envisagées avec ce système. Une application intéressante particulièrement les zones isolées (îles) ou non équipées (pays en voie de développement).

Eric FINOT demande s'il s'agit d'application de la recherche pour le civil.

Oui répond Régis BAUDRILLART : Valduc travaille en partenariat avec le centre du Ripault près de Tours pour trouver des réservoirs sans risque d'explosion.

Eric FINOT demande s'il y a des idées pour la prochaine commission environnement.

Henri CONSTANT suggère les métaux toxiques et le CHSCT (et son manque de communication).

Régis BAUDRILLART affirme que l'ordre du jour continuera d'être communiqué.

4 INFORMATION : SAVOIR ET COMPRENDRE N°23.

Selon le sommaire suivant :

- **Dossier : 1957-2007, Valduc a 50 ans**
A cette occasion, la SEIVA s'est penchée sur l'évolution des impacts environnementaux et économiques du centre.
- **Valduc est-il bien assuré ?**
La dernière commission économie apporte des réponses concrètes sur l'indemnisation des victimes en cas de pollution ou d'accident.
- **Nouvelles technologies de l'énergie**
Thème de la commission environnement sur les programmes de recherches spécifiques du centre.
- **Valduc expliqué aux enfants**
Une animation de Gaëlle Gouet pour l'école de Salives.
- **Actualité de la SEIVA**
- **Actualité de Valduc**

5 STAGES

5.1. Stage master physique

Gaëlle GOUET, étudiante en master de physique et se destinant à devenir professeur de physique-chimie, a effectué son stage de mai à juin 2007 au sein de la SEIVA.

Son but : expliquer aux jeunes élèves de l'école primaire de Salives ce qu'il s'y passait.

Eric FINOT comme Catherine SAUT mettent l'accent sur la satisfaction de l'enseignante, ces notions pouvant être réutilisées.

Eric FINOT informe que le rapport de stage de Gaëlle GOUET est disponible sur le site internet de la SEIVA - www.seiva.fr - ainsi que les autres rapports sur les activités de la SEIVA.

5.2. Stage AES

Alain CAIGNOL invite les stagiaires à présenter leurs travaux.

Souad ZHAIRI :

Le stage consiste à étudier les impacts socio - économiques de Valduc, ainsi que financiers.

Cette étude se fera en deux axes :

- Les réseaux de communication.
- La taxe professionnelle.

Le but est de prendre en compte les impacts positifs mais aussi négatifs.

Régis BAUDRILLART pense que le sujet est très intéressant notamment sur la problématique de la taxe professionnelle et cependant difficile. Il précise que les questions relatives à la fiscalité sont traitées au niveau de la direction générale du CEA.

Catherine SAUT précise que les stagiaires sont très motivés et Régis BAUDRILLART indique que des contacts avec la direction financière leurs seront donnés.

Michel MAILLOT pense qu'il serait intéressant de savoir : « si le SIVOM de Salives passait en communauté de commune avec taxe unique, quel serait l'impact ? ».

Henri Julien ajoute que la loi a changé mais que la répartition est toujours possible.

Les étudiants donneront leurs rapports début février 2008. Eric FINOT soumet de prévoir une commission en mars.

Tongxin ZHANG, donne quelques précisions sur le contenu de son stage.

On évoque la possibilité d'une conférence en association avec la SFEN.

6. LES ANALYSES :

6.1. Eaux potables

Eaux potables :

- tritium sur 9 échantillons habituels prélevés le 5 septembre
- alpha et bêta total sur un point tournant

TENDANCE : Tritium en baisse constante depuis 1997

Valeur indicative : maximum 100 Bq/l selon les normes européennes

Neuf points de prélèvements :

- | | |
|--------------|---------------------|
| - Le Meix | - Fouchanges |
| - Salives | - Spoy |
| - Arcelot | - Etalante |
| - Minot | - Poiseul la Grange |
| - Courtivron | |

La norme de comptabilité (valeur indicative) est fixée par l'Europe. C'est une valeur guide. Alain CAIGNOL demande à Régis BAUDRILLART si la mesure du Canada est toujours fixée à 20 Bq/l. Oui, lui répond-il, mais cette mesure est effectivement discutée, les populations commencent d'en parler.

Henri CONSTANT ajoute alors avec pertinence : on pose la question mais concrètement on ne fait rien.

Alain CAIGNOL acquiesce : ce qui est inquiétant ce n'est pas le tritium seul, c'est la synergie possible entre les nitrates, les pesticides, le plomb et le tritium. Il faudrait étudier cela.

Eric FINOT reprend :

Les analyses sont faites par des laboratoires indépendants et comparées à celles de Valduc.

On analyse aussi des aliments, cette année des cerises.

6.2. Cerises

Tritium dans des cerises : inférieur à 250 Bq/kg frais

Sous réserve de comparaison

Avec les résultats de Valduc

6.3. Plombs

Eric FINOT évoque le problème de l'apiculteur Albert GENTILS dont le miel est impropre à la consommation.

Valduc dit ne pas avoir utilisé de plomb pour la construction en cours à ce moment là.

Le problème reste entier.

Martine ROCHE représentant la Préfecture s'interroge : c'est un problème de santé publique, il faut savoir d'où vient ce plomb, rapporte Alain CAIGNOL.

Alain CAIGNOL suggère de trouver un stagiaire en environnement ou en économie avant la prochaine commission pour traiter ce sujet.

Jean-Claude NIEPCE propose de le mettre à l'ordre du jour lors du prochain comité scientifique, début 2008.

7. PROJETS 2008 & PARTENARIATS

7.1. Projets 2008

- Commission Environnement 2008.

Henri CONSTANT a suggérer les métaux toxiques et le CHSCT (et son manque de communication).

- Commission Economie 2008.

Eric FINOT soumet de prévoir une commission économie en mars, après que les étudiants aient rendu leurs rapports de stages.

- METRODIF : une association pour comprendre les unités de mesures.

PROJET : avec la SEIVA, travailler sur l'unité BECQUEREL.

- Elaborer une animation pour enfants (et étudiants)
- Support : panneaux de présentation
- Support : panneaux
- Lieux : salons, écoles...

Pilote SEIVA : Gérard NIQUET

Pilote METRODIFF : Marie-Ange COTTERET

Gérard NIQUET prend la parole : le but du projet est de faire comprendre le sens de toutes les mesures et en particulier du becquerel.

Le becquerel on en parle beaucoup mais on ne sait pas vraiment ce que c'est.

Avec Marie-Ange COTTERET métrologue au CNAM à PARIS, il pense qu'il y a toute une démarche scientifique. En effet, elle a l'expérience car elle a déjà organisé des groupes de travail pour d'autres unités de mesure.

Première démarche à réaliser notamment auprès des enfants car ceux-ci répercuteront auprès des parents.

Jean-Claude NIEPCE acquiesce : cette unité est tout de même récente c'est en effet une bonne initiative que de vouloir l'expliquer.

L'Association « les amis de la mesure » veut faire comprendre au public ce que sont toutes les mesures dont le becquerel. C'est une association nationale.

7.2. Partenariats

Eric FINOT demande à Gérard NIQUET de nous parler des relations entre la SEIVA et l'ANCLI.

Un certain nombre de groupes permanents de travail sont en places l'un d'eux se réunit en janvier 2008 et j'en ferai partie nous dit-il. Il ajoute : le comité scientifique de l'ANCLI entrera en relation avec la SEIVA de façon à faire le point sur les travaux de la SEIVA. Michel CARTIER et moi-même avons été chargés de faire le point sur l'influence et l'impact environnemental de l'activité des sites nucléaires de la DAM.

Pour réaliser cette étude d'ampleur nationale, nous avons pris contact avec le DSND (Directeur de la Sûreté Nucléaire de Défense), Marcel JURIEN de la GRAVIÈRE, qui doit nous faire parvenir prochainement les documents utiles.

L'autre préoccupation de l'ANCLI est la mise en place et les conséquences de la loi sur la transparence et la sécurité nucléaire. La réunion de l'ANCLI à PARIS a dû évoquer ce sujet. Un autre aspect est l'évolution de la dimension internationale de l'ANCLI.

Catherine SAUT intervient : la loi sur la transparence et la sécurité nucléaire ne concerne pas la SEIVA, seulement les CLI (commissions locales d'information) traitant du nucléaire civil.

La SEIVA fonctionne depuis longtemps comme ces « CLI » pourtant, quand le décret d'application va être voté (prochainement), la question du financement va se poser car la SEIVA ne peut être assimilée à une « CLI », le centre de Valduc étant une INBS. De ce fait, il ne pourra plus y avoir de financement de l'ASN.

Eric FINOT confirme : pour l'instant, l'ASN finance suite à un accord de bonne volonté mais à l'avenir reste incertain.

La SEIVA peut- elle adhérer à l'ANCLI ? Oui pense Catherine SAUT qui dit que les structures assimilées aux « CLI » pourraient adhérer mais le projet n'est pas encore voté.

Alain CAIGNOL explique que la SEIVA est dans une situation particulière reconnue de tous. Monsieur LACOSTE trouvera sans aucun doute une solution pour que la SEIVA reste viable.

Alain CAIGNOL s'adresse à Régis BAUDRILLART : «il serait souhaitable pour la SEIVA que vous puissiez insister auprès de vos relations nationales sur le fait que la SEIVA devrait bénéficier de financements à même hauteur ».

Dans le futur, il faudra peut-être faire une demande commune avec la Préfecture, précise Eric FINOT.

Eric FINOT désire revenir sur la réunion nationale sur la gestion des déchets tritiés, demandée par l'ANCLI et devant avoir lieu à DIJON.

Alain CAIGNOL ayant rapporté cette information, il prend la parole : Il existe au niveau de l'ANCLI un groupe permanent de travail qui marche bien et dont je fais partie. Ce groupe traitant des matières et déchets radioactifs, animé par Chantal RIGAL, qui lors d'une rencontre, m'a informé que l'ANCLI souhaitait l'organisation d'une réunion nationale à DIJON. Qu'en pensez-vous ?

Eric FINOT demande : est-ce une organisation de l'ANCLI ?

L'ANCLI a pensé à la SEIVA parce qu'elle a les compétences (la SEIVA a onze ans d'existence) et connaît bien le sujet.

Michel CARTIER précise qu'une procédure doit être respectée. Quand une structure comme la SEIVA a un projet, le bureau de l'association doit être saisi par une demande écrite officielle.

Gérard NIQUET dit qu'en raison des démarches à suivre, il faudra attendre probablement le dernier trimestre (organisation pratique, financement).

8. FINANCES : BILAN 2007 - PREVISIONNEL 2008

8.1. Le budget 2007 était de 54 400 €

DEPENSES

1. **Information** : (2 bulletins, internet, conférence, inscriptions colloques...) : 7 000 €
2. **Analyses** : (eaux de consommation et aliments) : 7 800 €
3. **Stages** : 1 500 €
4. **Logistique** : (fournitures, assurances, téléphone...) : 9 100 €
5. **Salaires et charges** : (temps partiel C. SAUT et CAE J. DUPAQUIER) : 29 000 €

RECETTES

1. **Fonctionnement** :

Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) : 18 000 €
Conseil Général de Côte d'Or : 4570 €
Conseil Régional : 1960 €
Autres (remboursements divers) : 3785 €

2. Salaires :

Conseil Général de Côte d'Or : 16 000 €
CNASEA : 10085 €

8.2. Le budget prévisionnel 2008 est de 55 000 €

DEPENSES

1. **Information** (2 bulletins, internet, conférence, inscriptions colloques...) : 7 000 €
2. **Analyses** (eaux de consommation et aliments) : 7 000 €
3. **Stages** : 4 000 €
4. **Fonctionnement** (fournitures, assurances, téléphone...) : 5 000 €
5. **Salaires et charges** (temps partiel : C. SAUT et CAE : J. DUPAQUIER) : 31 000 €

RECETTES

1. Fonctionnement

Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) : 18 000 €
Conseil Général de Côte d'Or : 4570 €
Conseil Régional : 6 000 €
Frais généraux ACERIB : 5 000 €

2. Salaires

Conseil Général de Côte d'Or : 16 000 €
CNASEA (CAE : contrat d'aide à l'emploi) : 7 000 €

9. QUESTIONS DIVERSES :

9.1. Quelques interrogations sur le fonctionnement de la SEIVA :

Michel CARTIER fondateur du comité scientifique de la SEIVA a quelques regrets à exprimer : il n'y a pas eu de réunion du comité scientifique cette année et donc pas de rapport à présenter comme à l'habitude à cette AG, il le déplore. D'autre part, les stages auraient du être à l'initiative du Comité Scientifique.

Jean-Claude NIEPCE, nouveau président du Conseil Scientifique depuis un an, dit qu'il sera remédié à ce problème très rapidement. Il supervise les travaux des stagiaires, mais c'est vrai, sans l'aval du conseil scientifique.

Alain CAIGNOL avait demandé, de très longue date (2 à 3 ans), l'étude faite actuellement par les étudiants et l'opportunité lui a été donnée par Juliette OLIVIER (Ingénieur de recherche à l'U.B.) et Catherine BEAUMONT (Professeur en Economie à l'U.B.) de réaliser enfin ce projet à la rentrée.

Gérard NIQUET déplore d'apprendre seulement au cours de cette AG qu'un éventuel colloque de l'ANCLI aurait lieu à Dijon alors qu'il est représentant de la SEIVA à l'ANCLI. Pour conclure, il faudra songer à rétablir un bon fonctionnement.

9.2. Comment devient - on membre du conseil scientifique ?

La question est posée par Jean Claude NIEPCE au président.

C'est le Comité Scientifique qui prend la décision de coopter des membres lors de ses réunions. Les membres du Comité Scientifique ne sont pas nécessairement membres de la SEIVA.

10. LOCAUX :

Prochainement, changement d'adresse de la SEIVA et de l'ACERIB :

- les bureaux de la SEIVA et de l'ACERIB seront, d'ici le printemps, à la Maison des Associations, 2 rue des Corroyeurs à DIJON. Il n'y aura pas de loyer, à la charge des Associations de rénover les locaux.

Eric FINOT remercie l'assemblée.

Le verre de l'amitié est aimablement offert par Monsieur le maire, Michel MAILLOT.